

PHYTOSANITAIRE

Renforcer la confiance dans les dates de traitement recommandées

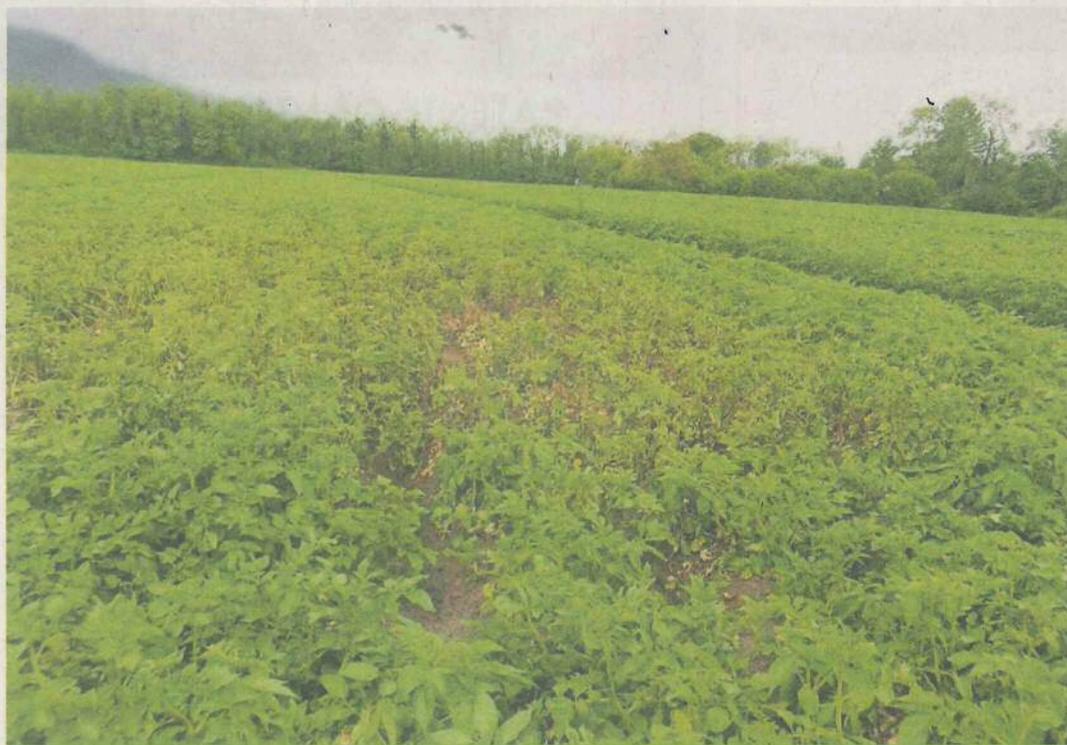
Pierre-André Cordonier

Une étude montre qu'un nombre important d'agriculteurs ne suivent pas les recommandations concernant les dates de traitement contre le mildiou de la pomme de terre. Elle propose des pistes pour y remédier.

La recherche ne ménage pas ses efforts afin de dégager de nouvelles pistes pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires (PPH). Une étude dirigée par Niklas Möhring, de l'École polytechnique fédérale de Zurich, en collaboration avec Agroscope, s'est penchée sur le calendrier des traitements contre le mildiou en culture de pomme de terre, dans le but d'évaluer si les agriculteurs suivaient ou non les recommandations des experts et conseillers, et si non, de comprendre pourquoi*. Entendu que le suivi de ces recommandations permet de réduire l'utilisation de PPH et les coûts d'application.

Plus tôt, plus de PPH

Les chercheurs ont travaillé sur un échantillon de 569 parcelles à partir des données du Dépouillement centralisé des données comptables et des indicateurs agroenvironnementaux d'Agroscope pour les années 2009 à 2015. L'étude s'est focalisée sur le premier traitement annuel contre le mildiou. «Il conditionne le plus souvent la suite des applications. L'étude a d'ailleurs montré, ce qui est assez logique, que la date de la première application influence le volume



Le mildiou de la pomme de terre, un risque qui peut rendre l'agriculteur très prudent. C. KUENDIG

de PPH engagé dans l'année. Si le traitement se fait plus tôt, l'agriculteur utilisera en principe davantage de produit», explique Niklas Möhring.

Conseils dans Agri bien suivis

Certains des résultats sont surprenants. La majorité des agriculteurs (68%) ont un comportement hétérogène, suivant ou non les recommandations selon les parcelles et les années, 10% traitent systématiquement plus tôt, avec un écart allant jusqu'à deux semaines, et 22% respectent toujours les recommandations. Sur le nombre total des premières applications, 36% adviennent plus tôt que la date recommandée. Si celle-ci est fiable, il existe donc un levier important pour réduire l'utilisation des PPH. Dans le cadre de l'étude, il est question

d'une ou deux applications en moins.

«Selon une étude de la HAFL, les instruments à disposition, en particulier le programme PhytoPre d'Agroscope, sont peu utilisés par les agriculteurs», relève Niklas Möhring. En revanche, ces derniers recourent largement (87%) aux conseils des journaux professionnels, tel qu'Agri pour la Suisse romande. «Ces médias ont l'avantage de donner les avis des experts régionaux qui tiennent également compte de PhytoPre», poursuit le chercheur.

Certaines corrélations étonnent. L'agriculteur plus âgé et mieux formé a tendance à se méfier des recommandations officielles. D'autres études montrent que l'âge et l'instruction influencent la perception des risques. Les auteurs se refusent toutefois à interpréter

ce résultat, car les données sont insuffisantes et le critère de l'éducation très peu nuancé.

Autres surprises, la pression régionale de la maladie, les conditions climatiques ou les conditions de croissance de la culture n'ont pas d'influence sur le choix de la date d'application. Une bonne partie des producteurs suit le même calendrier année après année à partir de la date de semis.

Les exploitants qui travaillent des surfaces importantes de pomme de terre ont tendance à traiter plus vite, d'autant plus s'ils utilisent des variétés sensibles. A l'inverse, les agriculteurs orientés céréales et pour lesquels la pomme de terre n'est pas la principale culture suivent les recommandations officielles.

Aversion au risque

Il reste à savoir pourquoi certains cultivateurs s'écartent des recommandations. «En croisant les données, nous constatons que l'aversion au risque ou l'incertitude quant à la fiabilité des recommandations – notre étude ne permettant pas de distinguer ces deux éléments – sont déterminantes», commente Niklas Möhring. C'est patent dans le cas des gros producteurs de patates; un traitement raté peut entraîner des conséquences graves pour la culture et le revenu. Sans oublier le risque d'expansion du mildiou dans la région à partir d'un champ contaminé, risque plus faible sur des exploitations davantage diversifiées.

La disponibilité d'une information suffisante permettant de rassurer les agriculteurs sur la qualité des recommandations joue également un rôle important. L'étude relève qu'il y a beaucoup de subjectivité dans l'évaluation des risques, ce qui explique l'hétérogénéité des comportements. En comprendre plus précisément les raisons est indispensable à une politique efficace et des enquêtes complémentaires devraient être menées.

Impliquer les paysans

Les chercheurs proposent plusieurs solutions afin d'améliorer le suivi des recommandations et de réduire par ce biais l'utilisation de produits phytosanitaires. Le point principal est l'aversion au risque ou l'incertitude quant à la justesse de ces recommandations. Selon Niklas Möhring, il y a véritablement un problème de confiance. «La mesure essentielle pour nous est d'impliquer davantage encore les producteurs dans l'élaboration et le suivi des outils, puis de leur montrer que ces instru-

ments fonctionnent. Et si ce n'est pas le cas, de comprendre pourquoi et d'améliorer ces outils. C'est le seul moyen pour diminuer le sentiment d'incertitude.» L'obligation d'annoncer les cas de mildiou participerait à une meilleure précision des recommandations.

Autre mesure, la perception d'une taxe sur les PPH. L'agriculteur fait une pesée d'intérêt: si le risque lui semble plus élevé que le coût financier d'une utilisation plus importante de PPH, il aura tendance à traiter plus tôt. Cette taxe devrait alors être réutilisée au profit des paysans afin de financer diverses mesures visant à la réduction des phytos.

La mise en place d'une assurance indicelle pourrait avoir des répercussions très intéressantes sur l'utilisation des PPH en diminuant le risque financier pour l'agriculteur. «Mais il s'agit d'un outil complexe qu'il faut bien paramétrer, car il peut générer l'effet inverse. Des études plus approfondies doivent être poursuivies dans ce domaine», met en garde Niklas Möhring. L'intégration des paysans dans des programmes visant à la réduction des PPH est également une piste à suivre, selon l'ingénieur agronome qui suit un tel projet avec IP-Suisse pour les blés. Enfin, la recherche variétale est incontournable.

* Niklas Möhring, David Wuepper, Robert Finger (EPFZ), Tomke Musa (Agroscope), «Why farmers deviate from recommended pesticide timing: The role of uncertainty and information», in *Pest Management Science*, 2020.

SUR LE WEB

<https://agrarpolitik-blog.com> > April 6, 2020, pour accéder à un résumé en français de l'étude.